Le tournant de mars 1983 a-t-il été libéral ?

Florence Descamps, Laure Quennouëlle-Corre

► To cite this version:

Florence Descamps, Laure Quennouëlle-Corre. Le tournant de mars 1983 a-t-il été libéral ?. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2018, 138 (2), pp.5. 10.3917/ving.138.0005 . hal-03107727

HAL Id: hal-03107727

<https://hal.science/hal-03107727>

Submitted on 1 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE TOURNANT DE MARS 1983 A-T-IL ÉTÉ LIBÉRAL ?

[Florence Descamps](#), [Laure Quennouëlle-Corre](#)

Presses de Sciences Po | « [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#) »

2018/2 N° 138 | pages 5 à 15

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724635751

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2018-2-page-5.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le tournant de mars 1983 a-t-il été libéral ?

Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre

Ce dossier souhaite prendre part au débat qui, depuis plusieurs années, a trait dans les sciences humaines et sociales à la genèse, au développement, à la percée et à l'adoption à l'échelle internationale d'un « néolibéralisme » par les gouvernements occidentaux dans la seconde moitié du 20^e siècle en Europe. Cette notion de « néolibéralisme » est apparue au cours des années 1990 chez les économistes et les politistes et c'est elle que nous tenterons de clarifier en historiennes : « néolibéralisme » ou retour du libéralisme ?

Survol historiographique autour du « néolibéralisme »

Depuis les années 1990, la production scientifique, très abondante sur cette question, a imposé l'idée d'un tournant « néolibéral » dans les années 1980, thèse par rapport à laquelle chacun est désormais conduit à se positionner.

Cette réflexion s'ouvre en 1994 par des travaux d'économistes et de politistes qui ont donné le ton en faisant du tournant de mars 1983 un « tournant radical » dans l'histoire des politiques économiques et financières menées par la France depuis 1945. Chez Bruno Théret et Bruno Jobert¹, le tournant de 1983 est présenté comme le fruit de la conversion des administrateurs de l'École nationale d'administration (ENA), des économistes de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), du Plan, de la Direction de la prévision et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) au « néolibéralisme » dans les années 1970. Ces experts économistes d'État auraient fourni l'armature intellectuelle aux politiques publiques menées à partir de 1983. Or, le rôle des experts économistes a été récemment relativisé par Matthieu Renault à travers sa thèse de doctorat sur Edmond Malinvaud², qui avance d'une part que la réorientation des politiques économiques incombe moins aux économistes qu'aux responsables politiques et d'autre part qu'Edmond Malinvaud ne peut être sans précaution associé aux zéloteurs de la nouvelle économie classique libérale.

(1) Bruno Jobert et Bruno Théret (dir.), *Le Tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Johann Michel, « Peut-on parler d'un tournant néo-libéral en France ? », *Sens critique*, 2008 (en ligne) ; Jérémy Perrin, « Du Mont-Pélerin à la Maison-Blanche : chronique succincte du mouvement néolibéral », *Cahiers d'histoire : revue d'histoire critique*, 123, 2014, p. 91-111.

(2) Matthieu Renault, « Edmond Malinvaud, entre science et action : chronique d'une macroéconomie en transition », thèse pour le doctorat de sciences économiques, Université Paris-I, 2016.

Dans le sillage de Bruno Jobert et Bruno Thérêt, dans les années 2000, les travaux de Luc Boltanski et Ève Chiapello sur le capitalisme, Pierre Müller sur les politiques publiques, Michel Offerlé sur le patronat, Frédéric Sawicki, Luc Rouban, Sarah Kolopp et Benjamin Lemoine sur les hauts fonctionnaires adoptent cette problématique en toile de fond de leurs recherches sur les élites politiques, économiques et administratives françaises¹, tandis que d'autres explorent la mouvance libérale à l'échelle européenne².

Cette réflexion s'enrichit parallèlement des travaux de philosophes³, puis d'économistes⁴. Par exemple, les économistes François Chesnais et Dominique Plihon estiment que le tournant libéral des années 1980 dans les pays industrialisés a déclenché la financiarisation des économies et la mondialisation financière, la France en constituant un cas exemplaire⁵. Leur fait écho l'approche de Gérard Duménil *et alii*⁶, pour lesquels le « néolibéralisme » est synonyme de mondialisation et de financiarisation, le *leadership* de la finance constituant la racine du néolibéralisme et de la mondialisation financière. Cette vulgate d'économie politique qui mêle étroitement financiarisation et politiques néolibérales essaime tout au long des années 1990 et au début des années 2000.

(1) Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999 ; Pierre Muller, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, 50 (2), 2000, p. 189-208 ; *id.*, *La Société de l'efficacité globale : comment les sociétés modernes se pensent et agissent sur elles-mêmes*, Paris, PUF, 2015 ; Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009 ; Luc Rouban, « Les cabinets ministériels, 1984-1996 », *Revue administrative*, 297-298-299, 1997, p. 253-267 ; *Cahiers du Cevipof*, numéro thématique « Les énarques en cabinet, 1984-1996 », 17, 1997 ; Frédéric Sawicki et Pierre Mathiot, « Les membres des cabinets ministériels socialistes (1981-1993) : recrutement et reconversion », *Revue française de science politique*, première partie : « Caractéristiques sociales et filières de recrutement », 49 (1), 1999, p. 3-30, seconde partie : « Passage en cabinet et trajectoires professionnelles », 49 (2), 1999, p. 231-264 ; Sarah Kolopp, « De la modernisation à la raison économique : la formation en économie à l'ENA et les déplacements des lieux communs de l'action publique (1945-1984) », *Genèses*, 93, 2013, p. 53-75 ; Benjamin Lemoine, *L'Ordre de la dette : enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché*, Paris, La Découverte, 2016.

(2) Sur les libéralismes européens, Philippe Nemo et Jean Petitot (dir.), *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, PUF, 2006. Un chapitre est consacré aux écoles allemandes, autrichiennes ou italiennes (voir *infra*). On notera qu'il n'y pas de chapitre sur le libéralisme en France au 20^e siècle. Sur les expériences « néolibérales » européennes récentes, *Gouvernement et action publique*, numéro thématique « Les avatars du néolibéralisme dans la fabrique des politiques européennes » dirigé par Amandine Crespy et Pauline Ravinet, 3, avril-juin 2014.

(3) Christian Laval, *L'Homme économique : essai sur les racines du néolibéralisme*, Paris, Gallimard, 2007 ; Michaël Foessel, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », *Esprit*, 11, 2008, p. 78-97 ; Christian Laval et Pierre Dardot, *La Nouvelle Raison du monde : essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009 ; Pierre Dardot, « Le capitalisme à la lumière du néolibéralisme », *Raisons politiques*, 52, 2013, p. 13-23 ; Jacques Bidet, *Le Néolibéralisme, un autre grand récit*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2016.

(4) Michel Cabannes, *La Trajectoire néolibérale : histoire d'un dérèglement sans fin*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2013 ; André Orléan, « Le néolibéralisme entre théorie et pratique », *Cahiers philosophiques*, 133 (2), 2013, p. 9-20.

(5) François Chesnais, « Les mutations du capitalisme financier », et Dominique Plihon, « Le tournant libéral des années 1980 », in François Chesnais (dir.), *La Mondialisation financière : genèse, coût, enjeux*, Paris, Syros, 1997, p. 59-96 et p. 97-142 ; voir également le sociologue Frédéric Lebaron, *La Croyance économique : les économistes entre science et politique*, Paris, Éd. du Seuil, « Liber », 2000.

(6) Gérard Duménil, *Capital Resurgent : Roots of the Neoliberal Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 2004. Il coorganise avec Suzanne de Brunhoff, François Chesnais, Dominique Lévy et Michel Husson un séminaire d'études marxistes.

Cependant, du fait de son succès massif, ce paradigme a ouvert une chronologie très vaste, sans cesse étendue ¹, et utilisé des concepts à la fois généraux et polysémiques, sans toujours définir les contenus de ce « néolibéralisme » ni les historiciser précisément ². En effet, dans le temps et l'espace, le « néolibéralisme » recouvre des doctrines, des idées, des politiques publiques bien différentes. Depuis le début du 21^e siècle, diverses mises au point dans différentes disciplines de sciences humaines et sociales ont vu le jour.

C'est du côté de l'histoire des idées que se manifeste le plus clairement la remise en question d'un modèle unique. Dans son analyse fine de l'histoire intellectuelle du « néolibéralisme », le philosophe Serge Audier qualifie le phénomène de « nébuleuse », ce qui selon lui a conduit parfois à des amalgames peu rigoureux. Il propose une vision plurielle des doctrines libérales, ancrée dans des expériences historiques variables selon les pays et selon les époques ³. Si le « néolibéralisme » est apparu dans les années 1930 comme une réponse à la crise de 1929, il se distingue alors du libéralisme classique en ce sens qu'il entend faire place à l'État pour réguler le marché dans un ordre construit, qui organise la concurrence ⁴. Au sein de la Société du Mont-Pèlerin créée en 1947, les tendances divergent cependant rapidement entre ceux qui développent une acceptation minimaliste du rôle de l'État ou bien une optique plus interventionniste pour réduire les inégalités. Ainsi distingue-t-on l'ordolibéralisme allemand (l'école de Fribourg avec Wilhelm Röpke et Walter Eucken ⁵), le libéralisme autrichien (Friedrich Hayek) ⁶ et le libéralisme états-unien de l'école de Chicago avec Milton Friedman, appuyé sur ses deux piliers, le monétarisme et la nouvelle économie classique. Selon l'historien Jean Solchany, le libéralisme de Milton Friedman est en rupture avec le néolibéralisme des origines ⁷. Il y a bien des « néolibéralismes » à géométrie variable.

De fait, en France, après la Reconstruction, se développe ce que François Denord appelle un « néolibéralisme social », qui s'adosse à un État planificateur et keynésien, bien éloigné du libéralisme états-unien. Rappelons que sur le

(1) Brigitte Gaïtti, « L'érosion discrète de l'État-providence dans la France des années 1960 : retour sur les temporalités d'un "tournant néo-libéral" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 201-202, 2014, p. 58-71.

(2) *Gouvernement et action publique*, op. cit. ; *Cahiers d'histoire critique*, numéro thématique « Les libéralismes en question XVIII^e-XXI^e siècles », 123, avril-juin 2014.

(3) Serge Audier, *Le Colloque Lippmann, aux origines du néolibéralisme*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2008 ; *id.*, *Néo-libéralisme : une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.

(4) François Denord, *Néolibéralisme version française : histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007.

(5) L'ordolibéralisme allemand est un courant de pensée libéral normatif centré sur le cadre juridique des relations économiques et sociales permettant notamment la concurrence libre des entreprises (voir l'article de Laurent Warlouzet dans ce volume). Voir Jean Solchany, *Wilhelm Röpke, l'autre Hayek : aux origines du néolibéralisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015.

(6) Le libéralisme autrichien se réfère à un ordre spontané du marché et rassemble des partisans du laisser-faire. Voir Renaud Filleule, *L'École autrichienne : une autre hétérodoxie*, Villeneuve-d'Ascq, Presses du Septentrion, 2010.

(7) Jean Solchany, « La rénovation néolibérale : une réaction anti-moderne ? », in Dominique Barjot, Olivier Dard, Frédéric Fogacci et Jérôme Grondeux (dir.), *Histoire de l'Europe libérale : libéraux et libéralisme en Europe XVIII^e-XXI^e siècles*, Paris, Nouveau Monde, 2016, p. 115-131.

plan des idées, Pierre Rosanvallon expliquait, il y a déjà quelques décennies, la longévité des idées keynésiennes en France par la relégitimation d'un État fort depuis 1945, le keynésianisme ayant « plongé ses racines dans l'histoire longue d'un rapport pédagogique de l'État à la société »¹. Or, c'est bien là le noyau dur de notre propos : la place de l'État dans l'économie, ses relations avec le marché et sa dimension sociale².

À la fin des années 1970 et dans le courant des années 1980, le courant libéral français dans la science économique est lui-même en rupture avec ses racines néolibérales des années 1930 et se rapproche des thèses monétaristes états-unienues. Toutefois, l'importation de *think tanks* anglo-saxons reste circonscrite à quelques cercles universitaires de droite, éloignés du pouvoir, qui rassemblent des économistes libéraux – Henri Lepage, Florin Aftalion, Pascal Salin, souvent regroupés sous l'appellation de « nouveaux économistes ». Ce réseau d'économistes se rapproche alors de l'Association pour la liberté et le progrès social (ALEPS), un *think tank* patronal fondé en 1966³.

Lorsque l'on se penche maintenant plus précisément sur les analyses de pratiques politiques, plusieurs travaux remettent en question à leur tour l'hypothèse d'une politique économique néolibérale née dans les années 1970 et 1980. Ainsi, dans leur étude sociopolitique comparée sur les politiques menées en France et en Italie entre 1974 et 2011, trois économistes concluent que « le bloc social strictement néolibéral des modèles nationaux représente une minorité dans les deux pays⁴ ». Dans le même ordre d'idée, Marion Fourcade et Sarah L. Babb, dans une étude comparée du Royaume-Uni, de la France, du Mexique et du Chili, soulignent les différences de rythme, de portée, de nature et de calendrier des politiques menées depuis les années 1970⁵. Selon les deux chercheurs, il n'existe pas en France de bases organisationnelles sociales ou politiques du « néolibéralisme » comme en Grande-Bretagne et aux États-Unis et, s'il y a eu selon elles une révolution silencieuse vers la rigueur et une forme de « néolibéralisme », elle a été le fruit d'une normalisation pragmatique et non d'une victoire idéologique.

Enfin, des travaux d'historiens, qui se sont multipliés dans les dix dernières années, ont à leur tour permis de relativiser cette idée d'une percée du

(1) Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, 4, automne 1987, p. 22-56.

(2) Patrick Fridenson et André Strauss (dir.), *Le Capitalisme français, XIX^e-XX^e siècles : blocages et dynamismes d'une croissance*, Paris, Fayard, 1987 ; Maurice Lévy-Leboyer et Jean-Claude Casanova (dir.), *Entre l'État et le marché : l'économie française des années 1880 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1991.

(3) Kevin Brookes, « Deux réseaux de promotion du néolibéralisme entremêlés dans les années 1960 et 1970 : l'ALEPS et le groupe des nouveaux économistes », in Dominique Barjot et al. (dir.), *Histoire de l'Europe libérale...*, op. cit., p. 243-264. Il est difficile de cerner l'influence réelle de ce cercle.

(4) Bruno Amable, Elvire Guillaud et Stefano Palombarini, *L'Économie politique du néolibéralisme : le cas de la France et de l'Italie*, Paris, Éd. Rue d'Ulm, 2012, p. 119.

(5) Marion Fourcade-Gourinchas et Sarah L. Babb, « The Rebirth of Liberal Creed : Paths to Neoliberalism in Four Countries », *American Journal of Sociology*, 108 (3), novembre 2002, p. 533-579.

« néolibéralisme » à la fin des années 1970, en mettant en valeur la pluralité des inspirations, l'hétérogénéité et la discontinuité du mouvement libéral, en pointant les spécificités par pays ou par zone géographique (idées, théoriciens et écoles de pensée, réseaux et canaux de diffusion) et en établissant des chronologies différenciées en Europe ¹. Le cas français a précocement retenu l'attention des chercheurs, qui ont souligné l'inégale perméabilité des milieux patronaux, politiques et économistes au référentiel libéral, qu'il s'agisse des années 1930, des années 1950 et 1960 ou du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, sous les deux gouvernements Barre ². À cet égard, les deux importants colloques organisés par Olivier Dard *et alii* sur les droites et l'économie au 20^e siècle montrent les hésitations et les résistances, voire l'hostilité tant gaulliste que démocrate-chrétienne ou radicale, que rencontre l'acclimatation d'un libéralisme économique en France, tant au niveau gouvernemental que des partis, des organisations patronales ou des élites intellectuelles. De ce fait, à droite, la (partielle) conversion des élites administratives, politiques et économiques, inaugurée de manière emblématique par l'éphémère expérience Chirac-Balladur de 1986-1988, se voit repoussée dans les années 1980 sans que l'on puisse véritablement affirmer si cette adhésion au libéralisme s'est faite par conviction, par opportunisme ou par exigence d'efficacité dans une Europe dominée par un référentiel libéral.

Le tournant de la rigueur en questions

Dans ce cadre, le tournant de la rigueur en mars 1983, moins de deux ans après l'élection d'un président de la République socialiste, ne pouvait manquer d'attirer l'attention et a rapidement été déclaré par la presse et par une certaine historiographie comme l'un des lieux ou moments de la conversion des élites gouvernementales socialistes au « néolibéralisme ». Cette affirmation a reçu un écho certain au sein de la gauche, clivée elle-même entre les représentants d'une gauche de gouvernement et ceux d'une gauche contestataire, voire révolutionnaire, qui

(1) Nicolas Roussellier, *L'Europe des libéraux*, Bruxelles, Complexe, 1991 ; Olivier Dard et Gilles Richard (dir.), *Les Droites et l'économie en France au xx^e siècle*, Paris, Riveneuve, « Actes académiques », 2011 ; Dominique Barjot *et al.* (dir.), *Histoire de l'Europe libérale...*, *op. cit.* Voir notamment sur le cas britannique la communication de Marie-Claude Esposito, « Le moment Thatcher », p. 299-317. Dans le sillage de ces travaux, considérant les multiples avatars auxquels a donné lieu le libéralisme sur plus de deux siècles dans le temps et dans l'espace, nous préférons utiliser ce terme générique à celui de « néolibéralisme », à la fois plus circonscrit dans le temps (l'entre-deux-guerres), mais devenu insaisissable depuis son extension à l'arène publique et politique du dernier quart du 20^e siècle.

(2) Sur la France, voir François Denord, « Aux origines du néolibéralisme en France : Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 », *Le Mouvement social*, 195, 2001, p. 9-34 ; *id.*, *Néolibéralisme version française...*, *op. cit.* Voir les contributions de François Denord, Régis Boulat, Olivier Dard, Bernard Lachaise, Michel Margairaz, Laurence Badel et Gilles Richard, in O. Dard et G. Richard (dir.), *Les Droites et l'économie en France au xx^e siècle*, *op. cit.* Voir aussi Jérôme Périé, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980 : le phénomène politique de "la bande à Léo" ou l'échec d'une promotion du libéralisme contre l'État », *Histoire@politique : politique, culture et société*, 25, janvier-avril 2015. Enfin, voir plus particulièrement les communications de Frédéric Tristram, Frédéric Fogacci, Kevin Brookes et Jérôme Périé, in D. Barjot *et al.*, *Histoire de l'Europe libérale...*, *op. cit.*

ne renonce pas à la rupture avec le capitalisme et le marché ; non sans ajouter des considérations politiques et polémiques à un débat scientifique déjà complexe et dense. Affinant les analyses par des études sectorielles de politiques publiques, certains politistes ont alors mis en lumière le fait que l'acclimatation des thématiques libérales par les acteurs publics a obéi à des temporalités quelque peu différées par rapport au dit « tournant de 1983 », que leur traduction et leur appropriation se sont faites de façon hétérogène et hybride d'un ministère à l'autre et qu'elles ne deviennent véritablement repérables qu'à la fin des années 1980 et surtout au cours des années 1990 sous le gouvernement de Michel Rocard. C'est par exemple le cas de la réforme administrative et de l'introduction du *new public management* en provenance des pays anglo-saxons via l'OCDE ¹, mais aussi des réformes du ministère de la Santé ², du ministère des Finances et du Budget ³, du marché du travail ⁴, du marché monétaire ⁵ ou de la politique industrielle ⁶.

Plus largement, des analyses différenciées du capitalisme français sur la moyenne durée montrent qu'il ne s'apparente pas au courant du capitalisme libéral anglo-saxon devenu le référentiel dominant et communément appelé aujourd'hui « néolibéralisme ». Après John Zysman (1983) et Michael Loriaux (1991), Vivien Schmidt est l'une des politistes étrangères qui a analysé en profondeur le capitalisme français. Au fil de ses travaux, elle démontre la persistance d'un État fort jusqu'aux années 1990. Elle propose même une forme particulière de capitalisme appliquée à la France, le « *state capitalism* » ⁷. Dans une démarche d'économie politique assez proche, Bruno Amable quant à lui insiste sur la diversité institutionnelle des capitalismes des pays industrialisés et dans sa typologie établie sur les cinq types de capitalisme depuis une trentaine d'années, la France s'apparente au capitalisme européen continental (qui inclut l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Suisse, etc.), bien différent du capitalisme libéral de marché (Australie, Canada, États-Unis, Royaume-Uni) ⁸.

(1) Philippe Bezès, *Réinventer l'État : les réformes de l'administration française*, Paris, PUF, 2009.

(2) Daniel Benamouzig, *La Santé au miroir de l'économie : une histoire de l'économie et de la santé en France*, Paris, PUF, 2005.

(3) Alexandre Siné, *L'Ordre budgétaire : l'économie politique des dépenses de l'État*, Paris, Economica, 2006.

(4) Matthieu Tracol, « La rigueur et les réformes : histoire des politiques du travail et de l'emploi du gouvernement Mauroy (1981-1984) », thèse pour le doctorat en histoire, Université Paris-I, 2015.

(5) Éric Monnet réfute l'idée d'un tournant monétariste en France dans les années 1970 (« La politique de la Banque de France au sortir des Trente Glorieuses : un tournant monétariste ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 62, 2015, p. 147-174).

(6) Vivien A. Schmidt relève ainsi les nombreux éléments dirigistes de la politique industrielle menée entre 1981 et 1986 dans son livre *From State to Market ? The Transformation of French Business and Government*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 251-271.

(7) Vivien A. Schmidt, « French Capitalism : Transformed, and yet Still a Third Variety », *Economy and Society*, 32 (4), 2003, p. 526-554.

(8) Bruno Amable, *Les Cinq Capitalismes : diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Éd. du Seuil, 2005. Cinq critères sont retenus : les marchés de produits, les marchés du travail, la finance, la protection sociale, l'éducation.

L'objectif de ce dossier est donc, en s'appuyant sur ces travaux, de revenir sur la qualification libérale du tournant de mars 1983 en soumettant cette affirmation à l'épreuve des sources, de la chronologie et des politiques économiques et financières réellement menées entre 1981 et 1985 ¹. Notre souhait est de « dés-homogénéiser », pour reprendre le terme de Serge Audier, et de « délinéariser » une part de l'histoire économique de la France des années 1970 et 1980, tout en montrant que la politique économique passe par une série de séquences qui emboîtent des continuités, au-delà des ruptures politiques et idéologiques portées par le discours. Par ailleurs, si les travaux et les débats autour de l'émergence internationale du « néolibéralisme » ont mis au jour la pluralité, l'hétérogénéité et les discontinuités du projet libéral, ils n'ont pas véritablement travaillé la question de l'influence de ces idées, de leur pénétration et de leur réception au sein des instances politiques, économiques et financières et des appareils d'État en France. C'est ce à quoi nous nous attelons dans ce dossier, à travers l'analyse du tournant de mars 1983.

Au préalable, il convient de rappeler le détail des mesures du plan économique et financier qui accompagne la dévaluation du franc le 21 mars 1983 (ce dernier perd 8 % par rapport au deutschmark lui-même réévalué, mais la France obtient un prêt important de la part de la Communauté économique européenne). Annoncé le 23 mars dans une allocution télévisée par le président de la République ² qui énumère les trois fronts sur lesquels la France doit s'engager avec détermination (le chômage, l'inflation, le commerce extérieur), le plan de redressement, à caractère essentiellement budgétaire et fiscal, présenté par le ministre de l'Économie et des Finances le 25 mars à la télévision ³, affiche pour objectif la réduction de 65 milliards de francs de la demande intérieure globale en 1983, soit l'équivalent de 2 % du produit national brut. En matière budgétaire, le déficit devra être réduit de 20 milliards de francs, grâce à 15 milliards d'économies et 5 milliards de nouvelles recettes. Les prélèvements sont drastiques : imposition d'un emprunt obligatoire sur trois ans, égal à 10 % de l'impôt sur les revenus de 1981 et de l'impôt sur les grandes fortunes, pour les contribuables payant plus de 5 000 francs d'impôts ; réalisation d'économies de 4 milliards de francs sur les dépenses de sécurité sociale ; prélèvement de 1 % sur l'ensemble des revenus imposables ; mise en place d'une vignette sur les tabacs et sur les

(1) François Denord, spécialiste du néolibéralisme, semble finalement estimer que la conversion des élites socialistes n'est intervenue que sous Pierre Bérégovoy, ministre des Finances : François Denord, *Néo-Libéralisme version française*, Paris, Demopolis, 2007, p. 301 ; *id.*, « 1983 : la rigueur des temps », in Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Éd. du Seuil, 2017, p. 722-725. Voir à ce sujet l'article de Laure Quennouëlle-Corre dans ce dossier.

(2) Archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), conférence télévisée du 23 mars 1983 du président de la République, <http://fresques.ina.fr/mitterrand/fiche-media/Mitter00040/francois-mitterrand-justifie-la-troisieme-devaluation-du-franc.html> et <https://www.youtube.com/watch?v=L2M70KFwdgQ>.

(3) Archives INA, annonce du Plan de redressement par Jacques Delors le 25 mars 1983, <http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu00151/le-tournant-de-la-rigueur-sous-le-gouvernement-mauroy.html>.

alcools, ainsi que du forfait hospitalier ; limitation de l'allocation de devises pour les touristes à l'étranger (2 000 francs de devises étrangères par adulte et par an, plus 1 000 francs en monnaie française par voyage). Afin d'encourager l'épargne, le plan prévoit des mesures en faveur de l'épargne-logement, une augmentation du plafond des caisses d'épargne et l'institution de fonds salariaux pour le développement industriel et la création d'emplois. Les aides aux entreprises publiques (EDF, GDF, SNCF, RATP) seront diminuées de 11 milliards et compensées par une hausse de leurs tarifs. Enfin, en dépit de la baisse du prix du baril de pétrole initiée par l'OPEP, le prix des carburants sera maintenu à son niveau antérieur afin d'augmenter le volume de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Ce programme de redressement des finances publiques, présenté comme l'approfondissement de celui de juin 1982, est confirmé par le Premier ministre le 6 avril (recours aux ordonnances) puis le 4 juillet 1983 ¹.

C'est ce plan d'austérité budgétaire qui a été perçu par l'opinion, la presse, les électeurs et les militants socialistes comme une volte-face et comme une trahison des espoirs placés dans l'élection de François Mitterrand. Les tenants de la deuxième gauche, rocardiens et deloriciens, mendésistes et réformistes, transformés en vainqueurs, ont largement trouvé leur compte dans ce récit politique manichéen, tout comme le camp des vaincus (les chevènementistes, les communistes et les opposants au marché de toute obéissance), sans oublier la droite trop heureuse de proclamer que ce tête-à-queue donnait raison *a posteriori* aux efforts de Raymond Barre. Cette interprétation discursive à caractère polémique continue de structurer le champ politique depuis une trentaine d'années.

Pourtant, les travaux des historiens (Michel Margairaz ², Matthieu Tracol ³, Mathieu Fulla ⁴) ont permis d'établir précocement, contre la vulgate communément admise, qu'à la notion de « tournant » il était plus juste de substituer celle de « virage » ou de « continuum », plus respectueuse d'un processus de décision par ajustements successifs, mettant aux prises au sein du Parti socialiste plusieurs courants politiques et plusieurs doctrines économiques (première gauche et deuxième gauche, protectionnisme contre intégration européenne), elles-mêmes issues d'une histoire longue remontant aux années 1970 ainsi qu'à la Libération (la bataille de Pierre Mendès France en faveur de la rigueur en 1945,

(1) Archives INA, interventions de Pierre Mauroy le 6 avril 1983, <http://www.ina.fr/video/CAB8300716401>, et le 4 juillet 1983, <http://www.ina.fr/video/CAB8301109401>.

(2) Michel Margairaz, « L'impératif économique : l'ajustement périlleux entre relance, réforme et rigueur », in Serge Bernstein, Pierre Milza et Jean-Louis Bianco (dir.), *François Mitterrand : les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 333-343 ; et l'introduction au colloque organisé en 2013, *id.*, « De quoi le tournant de mars 1983 est-il signifiant ? », https://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IDHE/Colloques/JE_26-03-2013_Tournant_mars_1983.pdf.

(3) M. Tracol, « La rigueur et les réformes... », *op. cit.*, et son exposé de soutenance de thèse pour le doctorat d'histoire, <http://rigueur.hypotheses.org/15>.

(4) Mathieu Fulla, *Les Socialistes français et l'économie (1944-1981) : une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Science Po, 2015.

les nationalisations conçues comme une action de modernisation). Ils ont ainsi relativisé la rupture de 1983, en soulignant que la rigueur était déjà présente dans le premier discours du Premier ministre Pierre Mauroy le 21 mai 1981¹, et que Jacques Delors ministre de l'Économie et des Finances, adepte lui aussi « de la rigueur dans la solidarité »², avait réclamé dès novembre 1981 une « pause », à la suite de la présentation d'un budget « expansionniste » à l'automne 1982 et à la dévaluation-sanction d'octobre 1981. Ils ont aussi rappelé qu'un premier plan d'ajustement avait déjà été mis en œuvre pour accompagner la deuxième dévaluation du 12 juin 1982 (blocage des prix et des salaires, économies budgétaires). Par ailleurs, les travaux d'Olivier Feiertag³, de Vincent Duchaussoy⁴ et d'Alexandre Reichardt⁵ ont bien mis en valeur le poids de la conjoncture économique internationale, celui de la politique monétaire états-unienne et celui des contraintes engendrées par l'appartenance au système monétaire européen (SME) instauré en 1979⁶. Le tournant de mars 1983 se trouve dès lors décentré de son assise franco-française pour s'insérer dans le système monétaire international, dans les mouvements du marché des changes et des marchés de capitaux internationaux et européens⁷. Dans ce cadre, le plan de redressement de mars 1983, de nature conjoncturelle et établi sous la pression et l'urgence d'une crise monétaire, peut-il être véritablement le lieu ou le fruit d'une conversion des gouvernants socialistes au libéralisme ?

Présentation du dossier

Les auteurs réunis pour ce dossier traitent de la pénétration ou non des idées libérales au sein des instances décisionnelles et gouvernementales économiques et financières, en analysant les actions menées par les acteurs de la politique économique et financière entre 1981 et 1985⁸, et en recherchant les mesures qui pourraient traduire cette influence. Ils proposent et étudient chacun une série de marqueurs comme grille de lecture pour évaluer la nature ou le degré de

(1) M. Tracol, « La rigueur et les réformes... », *op. cit.*, p. 14 ; et son blog, <https://www.openedition.org/17951>. Voir la déclaration de Pierre Mauroy le 21 mai 1981, archives INA, <http://www.ina.fr/video/CAA8100858801>.

(2) *L'Année politique, économique et sociale en France, 1981*, Paris, Éd. du Moniteur, 1982, p. 399, cité par Laurent Warloutet dans ce dossier.

(3) Olivier Feiertag, « Finances publiques, “mur d'argent” et genèse de la libération financière en France de 1981 à 1984 », in S. Berstein *et al.* (dir.), *François Mitterrand... op. cit.*, p. 431-455.

(4) Vincent Duchaussoy, *La Banque de France et l'État : de Giscard à Mitterrand. Enjeux de pouvoir ou résurgence du mur d'argent ?*, Paris, L'Harmattan, 2011.

(5) Alexandre Reichardt, « La politique monétaire française de 1981 à 1988 : entre contrainte extérieure et enjeux politiques nationaux », thèse pour le doctorat de sciences économiques, Université Paris-I, 2014.

(6) Georges Saunier « Le gouvernement français et les enjeux politiques européens à l'heure de la rigueur, 1981-1984 », in Éric Bussière *et al.* (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle : la relance des années quatre-vingts (1972-1992)*, Paris, CHEFF, 2008, p. 109-146 ; Éric Bussière, « Le président François Mitterrand et la mondialisation économique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 101-102, 2011, p. 57-63.

(7) À cet égard, la mise en place du contrôle des changes en 1983 ne ressort guère d'une inspiration libérale.

(8) Le dossier est principalement centré sur Maignon, le ministère des Finances et la Banque de France, laissant de côté le pôle élyséen, d'avantage étudié et connu (voir S. Berstein *et al.* (dir.), *François Mitterrand... op. cit.*).

libéralisme du tournant de 1983 : la lutte contre l'inflation, l'indépendance de la Banque de France, l'ouverture à la concurrence, la libéralisation des prix et des circuits financiers, l'adoption d'une politique de rigueur budgétaire, etc.

Ce dossier mobilise l'histoire orale, l'histoire politique, l'histoire économique et l'histoire des idées, et sollicite des matériaux empiriques inédits, des témoignages oraux, les archives des acteurs gouvernementaux de la politique monétaire et financière (Matignon, ministère de l'Économie et des Finances, Banque de France), des sources statistiques, des sources allemandes. Il propose trois niveaux d'analyse : l'étude des acteurs de la politique économique et financière, de leurs positions, de leurs discours et de leurs représentations (articles de Florence Descamps et de Mathieu Fulla) ; l'analyse du processus décisionnel et de la mise en œuvre effective des politiques monétaire et financière à l'échelle française (Bertrand Blancheton, Mathieu Fulla, Laure Quennouëlle-Corre, Laurent Warlouzet) et à l'échelle européenne (Laurent Warlouzet) ; la mesure des effets de la politique économique sur l'économie réelle dans la moyenne durée (Jean-Charles Asselain). Il est traversé de grandes thématiques qui lui donnent son unité : l'émergence d'une gauche gouvernementale à la recherche d'une « troisième voie » entre l'État et le marché ; la problématique de l'expertise et de son articulation avec le pouvoir politique ; la progressive prise en compte de la dimension européenne et internationale dans la décision économique, financière et monétaire ; l'insertion de la France dans le mouvement des idées ou au contraire sa capacité à organiser, au moins temporairement, une « exception française ».

Au terme de cette réflexion, le tournant de 1983, qui se voit avancé en 1982 ou reculé en 1984, se fait évanescant. Il se dévoile essentiellement comme un plan de redressement des finances publiques en définitive assez habituel, élaboré et décidé en urgence à l'issue d'une crise monétaire européenne. L'impératif politique, soit rester dans le SME et s'arrimer à l'Europe, a été la motivation dominante de ce plan, sans trace d'une quelconque adhésion des décideurs au libéralisme en tant que doctrine ou mouvement de pensée.

À l'occasion du « tournant » de 1982-1983, le gouvernement socialiste adopte la lutte contre l'inflation comme priorité politique. Cette décision relève-t-elle d'un effet de conviction, de contrainte, d'opportunisme ou de responsabilité gestionnaire ? Dans cette séquence, rappelons que le périmètre de l'État est à son extension maximale, que l'État-providence n'est pas remis en question et que le tournant monétariste n'a pas encore été pris. Selon nous, cet ajustement pragmatique, décidé sous contrainte extérieure, ne peut être considéré comme le témoignage d'une adhésion à l'idéologie libérale de la part des élites gouvernementales et administratives.

Il en résulte une chronologie révisée et décalée concernant la percée du libéralisme au sein des élites socialistes : non sous le gouvernement Mauroy mais

plutôt sous le gouvernement Fabius et surtout sous Pierre Bérégovoy comme ministre des Finances en 1984-1985 (franc fort, libéralisation financière, etc.). Les droites, elles, connaissent alors une évolution parallèle qui les mène à la séquence Chirac-Balladur-Madelin de 1986-1988 ¹.

En dégageant l'horizon économique et monétaire des difficultés conjoncturelles et des menaces sur le franc, en levant définitivement l'hypothèque du repli national et en faisant le choix de l'ouverture des frontières, ce moment politique a permis l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité pour des actions en profondeur sur les structures financières et bancaires. Néanmoins, dans l'étude fine de ce tournant, on perçoit des résistances structurelles et culturelles à l'adoption du libéralisme, notamment la « statophilie ² » des hommes politiques et des hauts fonctionnaires français, prolongeant la séquence barriste d'un « libéralisme contrarié ³ ». Le tournant de 1982-1983 ne manifeste donc pas une conversion en tant que telle au libéralisme. Cependant, *in fine*, la rigueur a sans doute enclenché la libéralisation d'une partie de l'économie, même si elle ne la portait pas nécessairement en son sein.

Florence Descamps,
École pratique des hautes études (EPHE, PSL), 75006, Paris, France.
Laure Quennouëlle-Corre, Centre de recherches historiques
(CRH, PSL), CNRS, 75006, Paris, France.

Florence Descamps est maître de conférences habilitée à diriger des recherches à l'École pratique des hautes études (EPHE, PSL) où elle anime un séminaire sur l'histoire orale. Travaillant sur l'histoire de l'État et des finances publiques au 20^e siècle, elle a récemment publié « La crise des capitaux en mai 1981 : anatomie d'un processus décisionnel. Les apports des témoignages oraux » (in Florence Descamps, Roger Nougaret et Laure Quennouëlle-Corre (dir.), *Banque et société, XIX^e-XX^e siècle : identités croisées. Hommage à Pierre de Longuegar, Peter Lang, 2016, p. 147-164*) et « L'entreprise a-t-elle été un modèle d'inspiration au ministère des Finances pour la modernisation de l'État dans la France des Trente Glorieuses ? », *Entreprises et Histoire*, 84, 2016, p. 103-122. (descampsflorence@gmail.com)

Historienne, directrice de recherche au CNRS, rattachée au Centre de recherches historiques (CRH, PSL), **Laure Quennouëlle-Corre** enseigne au département d'économie de l'Université Paris-I. Centrées sur l'histoire économique et financière contemporaine, ses recherches s'orientent depuis peu sur les politiques financières et monétaires à l'échelle internationale, sur l'histoire du ministère des Finances et sur les femmes dans la banque et la finance. Elle a récemment publié *La Place financière de Paris au XX^e siècle : des ambitions contrariées* (CHEFF/IGPDE, 2015) et « Paribas et le monde : les enjeux de la nationalisation de 1982 » (in Florence Descamps, Roger Nougaret et Laure Quennouëlle-Corre (dir.), *Banque et société XIX^e-XX^e siècle : identités croisées, Peter Lang, 2016*). (laure.corre@noos.fr)

(1) Jérôme Périer, « Alain Madelin et la brève tentation libérale de la droite française, 1981-1986 », in D. Barjot et al. (dir.), *Histoire de l'Europe libérale...*, op. cit., p. 319-335.

(2) Nous empruntons ce terme à J. Périer, « La parenthèse libérale... », art. cité.

(3) Michel Margairaz, « La faute à 68 ? Le Plan et les institutions de la régulation économique et financière : une libéralisation contrariée ou différée ? », in Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky, 1968, *entre libération et libéralisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.